

Communiqué de presse  
La Défense, le 13 avril 2023

## **Consultations publiques « Label BBC rénovation » et « RTE » : France Gaz Liquides apporte ses contributions aux problématiques posées par les politiques de l'énergie dans la ruralité**

France Gaz Liquides - l'association qui représente les acteurs de la filière butane, propane et biopropane -, souligne les efforts des pouvoirs publics pour décarboner le secteur du Bâtiment, mais alerte sur la nécessité impérieuse de prendre en compte, dans les réglementations à venir, tous les ménages, notamment ceux situés dans les territoires ruraux, afin de leur permettre de bénéficier de la rénovation énergétique tout en décarbonant leur consommation.

**Consultation Label BBC Rénovation : Pour répondre aux enjeux de décarbonation de l'énergie dans tous les territoires, France Gaz Liquides plaide pour la valorisation des biocombustibles (biogaz, biopropane) dans les solutions de chauffage.**

La consultation sur ce Label porté par le Grenelle de l'Environnement, vise à modifier un arrêté permettant à certains bâtiments à usage résidentiel d'obtenir un label permettant de caractériser une rénovation énergétique ambitieuse et cohérente avec les objectifs de lutte contre le changement climatique. Concrètement, le label BBC rénovation conditionne l'accès à des aides publiques complémentaires à MaPrimeRénov' et/ou des avantages fiscaux.

Or, une étude menée par Tribu Énergie<sup>1</sup> montre que l'utilisation des biocombustibles (biogaz, biopropane) dans les installations de chauffage et d'eau chaude sanitaire, associée à des travaux performants sur l'enveloppe du bâtiment et à la possibilité d'hybrider différents systèmes, permet à un logement d'atteindre le label BBC rénovation dans sa nouvelle et très forte exigence.

Dans ce contexte, France Gaz Liquides assure que toute interdiction supplémentaire, telle que portée dans le texte soumis à consultation, n'aurait aucun fondement énergétique ou climatique. De fait, compte tenu de la très grande diversité de l'habitat français, les pouvoirs publics devraient s'assurer que toutes les solutions performantes de décarbonation soient dédiées à cet objectif, mais également que tous les outils incitatifs mis en place par la puissance publique contribuent à l'accélération des solutions permettant l'atteinte des engagements climatiques nationaux, européens et internationaux.

*« Alors que la précédente version du label « BBC rénovation » n'opérait pas de concordance entre son obtention et l'atteinte d'une étiquette du DPE, la modification prévue a pour objectif de mettre en cohérence l'obtention du label et l'atteinte par le bâtiment objet de la rénovation d'une classe B du DPE.*

---

<sup>1</sup> Bureau d'étude Energie et Développement Durable, **Tribu Energie** conçoit des bâtiments et zones urbaines plus économes en énergie. Etude commandée par l'association Energies et Avenir, [identification des bouquets de travaux permettant des rénovations performantes grâce aux biocombustibles - Energie & Avenir \(energies-avenir.fr\)](https://energies-avenir.fr/identification-des-bouquets-de-travaux-permettant-des-renovations-performantes-grace-aux-biocombustibles)

*Il est très probable que le renforcement d'exigence pèsera lourdement sur le nombre de dossiers de rénovation qui atteindront désormais le label BBC rénovation et le montant global de la rénovation. », déclare Audrey Galland, Directrice Générale de France Gaz Liquides.*

**Consultation RTE : France Gaz Liquides demande à RTE d'étudier l'investissement pluriannuel nécessaire au renforcement du réseau électrique en milieu rural et sa soutenabilité pour les finances publiques nationales et locales.**

Le bilan prévisionnel du système électrique produit par RTE est devenu un élément incontournable permettant notamment de structurer le débat autour des Stratégies Nationales Bas Carbone (SNBC). Dans le cadre de l'édition 2023 de son bilan prévisionnel, RTE a ouvert une consultation publique sur le cadrage et les hypothèses de l'étude des perspectives pour le système électrique à l'horizon 2035. En ce sens, le cadrage des enjeux de l'étude menée par RTE est fondamental et c'est pourquoi, France Gaz Liquides appelle RTE à étudier un enjeu complémentaire : la mise en œuvre de la stratégie bas carbone et de la programmation pluriannuelle de l'énergie dans les zones rurales françaises.

En effet, bien que couvrant 94% de la superficie du territoire (30750, soit 88 % des communes françaises), et 33 % de la population (21 millions), la ruralité est pensée comme principale pourvoyeuse d'EnR. La problématique de la sécurité d'approvisionnement de ces zones est, quant à elle, peu pour ne pas dire jamais questionnée.

Pourtant les zones rurales présentent plusieurs spécificités énergétiques :

- 83% des communes rurales ne disposent pas de réseau de gaz naturel ou de réseau de chaleur urbain ;
- 90 % du parc de logement est composé de maisons individuelles, plus grandes et plus anciennes qu'en zones urbaines ;
- 35 % des ménages y résidant sont touchés par la précarité énergétique et la totalité d'entre eux font face à un surcoût tant en matière de chauffage (+20%) que de mobilité (+40%).

*« Pour des raisons évidentes de besoin d'électrification rurale, d'aménagement énergétique du territoire, ainsi que pour des motifs socio-économiques, la capacité pour les territoires ruraux de suivre une stratégie nationale de décarbonation par l'électrification des usages à un rythme soutenable nous semble mériter de figurer parmi les enjeux de l'étude de RTE.*

*C'est pourquoi il semble nécessaire de porter une attention particulière dans les modélisations de rénovations performantes plus réalistes - de 180 000/an jusqu'en 2050 contre 90 000/an depuis 2020 - et, dans la maîtrise de la demande en électrique de la ruralité, mais aussi de questionner l'opportunité de renforcer le réseau électrique sur ces zones peu denses en lieu et place des biocombustibles portés, qui concourent au même objectif de décarbonation des usages que l'électricité bas carbone. », précise Audrey Galland.*

Enfin, l'association tient à rappeler que plus de 50% des besoins en cuisson des Français en zones rurales sont assurés par le propane et le butane, via des bouteilles ou des réservoirs de gaz liquide. Une interdiction de la cuisson au gaz – et donc une électrification de cet usage - aurait donc un impact non négligeable sur le réseau électrique.

### À propos de France Gaz Liquides

Association loi 1901, France Gaz Liquides est l'organisation professionnelle de la filière des gaz et biogaz liquides (les gaz (bio)butane, (bio)propane, et le carburant alternatif GPL). L'organisation représente la filière française auprès des acteurs politiques et économiques tant au niveau français qu'europpéen et international. Son ambition est de valoriser les atouts de l'énergie gaz et biogaz liquides, dans un contexte énergétique en constante mutation. Ses membres distributeurs sont Antargaz Energies, Primagaz et Butagaz. Si la sécurité est au cœur des préoccupations de la filière, elle contribue aussi activement aux politiques de développement durable et de maîtrise de l'énergie.

Pour plus d'informations : [www.francegazliquides.fr](http://www.francegazliquides.fr)

